



La politique européenne constitue le principal marqueur d'un quinquennat en transition

Une tribune écrite par Théo Verdier, Vice-Président du Mouvement Européen-France et publiée dans le journal Le Monde le 13 Juillet 2020.

L'impact économique du confinement ainsi que la poussée écologiste ont transformé l'agenda politique de la fin du quinquennat. A l'inverse, le Président confirme la stratégie européenne promue depuis son arrivée au pouvoir, continuant à défendre le concept de souveraineté européenne. Avec plusieurs succès récents à son actif.

La Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Amélie de Montchalin, quitte ses fonctions après seize mois d'exercice. Un quatrième titulaire du poste depuis 2017 sera nommé en fin de semaine. Ce *turn-over* régulier offre une image en trompe-l'oeil du programme européen d'Emmanuel Macron. Si de nombreux sujets - écologie, redistribution, finances publiques - ont fait l'objet de revirements importants de la part de la majorité, les questions européennes constituent l'un des principaux marqueurs politiques du quinquennat.

Dès 2017, lors de sa campagne puis à l'occasion de son discours de la Sorbonne, Emmanuel Macron a défendu la nécessaire émergence d'une "*souveraineté européenne*". Deux idées clés se retrouvent en filigrane de ses interventions : la constitution d'une capacité budgétaire commune à mobiliser en cas de crise - tel qu'un budget pour la zone euro - et le renforcement des compétences européennes sur un certain nombre d'enjeux stratégiques. On peut citer la défense ou le numérique.

Conçues au départ pour influencer la coalition en formation d'Angela Merkel, les propositions du Président français ont longuement infusé dans le débat public européen. L'attente aura été longue pour voir les idées passer du papier à la table des négociations. Le Président a essuyé plusieurs échecs relatifs, à l'image du sommet franco-allemand de Meseberg en juin 2018. Paris et Berlin n'avaient alors pas réussi à se mettre d'accord sur une proposition chiffrée de budget pour la zone euro.

La crise économique liée au confinement a changé la perception des propositions françaises pour l'avenir de l'Europe

Dramatique pour de nombreuses entreprises et salariés en Europe, la crise économique liée au confinement a ceci de positif qu'elle a changé la perception des propositions françaises. La chancelière allemande, suivie par l'opinion publique Outre-Rhin, a changé son fusil d'épaule et consenti à appuyer un plan de relance reposant sur des emprunts communs aux vingt-sept Etats membres. Et ce, en vue d'appuyer les pays européens et les secteurs les plus atteints.

Autrement, l'initiative commune d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel rappelle le besoin de faire émerger une Europe de la santé à même d'affronter une nouvelle crise sanitaire. Au sein des institutions communautaires et en particulier à la Commission européenne, on s'est pleinement emparé du concept d'autonomie stratégique. Sur le plan diplomatique, à travers un discours de vérité tenu face à la Chine. Et au niveau économique, avec la mise en place d'un mécanisme européen visant à mieux surveiller et contrôler les investissements étrangers.

Les prises de position du Président français se retrouvent ainsi au coeur de l'agenda politique de l'Union. Reste désormais à entériner à vingt-sept l'architecture du plan de relance lors du Conseil européen de juillet et des échéances qui suivront. Les propositions franco-allemandes seront très probablement revues à la baisse pour former un consensus avec les Etats dits "*frugaux*", dont les Pays-Bas constituent la figure de proue. Le jeu consiste ainsi à maintenir dans ces discussions les moyens d'une solidarité européenne concrète, comme le souhaitent la France, l'Allemagne et les Etats du Sud de l'Union. Une réussite qu'il conviendra le cas échéant de saluer en partie comme le fruit de la constance française depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.